Vétérinaires
Sans Frontières

Dierenartsen
Zonder Grenzen

Policy
brief

n°8

NOVEMBRE 2020

© VSF-B, 2020
Vétérinaires Sans Frontières
Belgique
Avenue des Arts 7 - 8
1210 Bruxelles
T + 32 (0)2 539 09 89
info@vsf-belgium.org

veterinairessansfrontieres.be

VSF BELGIQUE

MEMBRE DE VSF INTERNATIONAL

↓

Dans ce document, le masculin est utilisé comme genre neutre et désigne aussi bien les femmes que les hommes.

Le rôle déterminant des éleveurs pastoraux pour faire face à la crise au Sahel

© Michele Cattani / VSF

Recommandations

→ Les éleveurs pastoraux sont parmi les plus touchés par la crise actuelle au Sahel. Cette crise a généré une recrudescence de la violence, de l'insécurité alimentaire et de la faim, de même qu'une augmentation globale du nombre de personnes déplacées internes et de réfugiés. **Les interventions humanitaires** au Sahel devraient dès lors tenir compte des préoccupations des éleveurs pastoraux et être **adaptées à leur système de production et à leurs moyens de subsistance.**

→ L'élevage pastoral représente un énorme potentiel économique pour le Sahel, en particulier au Mali, au Burkina Faso et au Niger. L'économie pastorale dans ces trois pays a besoin d'**investissements ciblés et adaptés** dans le cadre d'une approche sécuritaire globale. Les organisations de la société civile pastorale devraient mener ce processus avec les gouvernements locaux et participer aux discussions sur le lien entre sécurité et développement.

→ Les cadres politiques existants permettant la mobilité pastorale au niveau régional doivent être actualisés et mis en œuvre au niveau national.
Ce processus devrait, lui aussi, être guidé par les organisations de la société civile pastorale afin d'assurer l'acceptation de la législation au sein des communautés pastorales.

Résumé

Le 18 août 2020, le président malien Ibrahim Boubacar Keita a été contraint de démissionner à la suite d'un coup d'État militaire. Cet événement est le dernier d'une série qui a renforcé l'instabilité non seulement au Mali, mais aussi dans toute la région du Sahel. Cette situation reflète une profonde crise politique et de gouvernance. Les gouvernements centraux perdent le contrôle territorial au profit de groupes militaires et djihadistes armés, lesquels contrôlent désormais de grandes parties du

© Tim Dirven / VSF

Des investissements ciblés sont nécessaires dans tous les programmes liés au Sahel central afin de préserver la vie et les moyens de subsistance des éleveurs pastoraux. Cela requiert une approche globale en matière de sécurité et de développement au Sahel.

Mali, du Niger et du Burkina Faso. Cette instabilité a entraîné une crise qui a généré une recrudescence de la violence, de l'insécurité alimentaire et de la faim, et a conduit à des millions de personnes déplacées internes et de réfugiés. Cette situation a encore été aggravée par l'apparition de la pandémie de COVID-19.

Le Sahel abrite des millions d'éleveurs pastoraux. Ces éleveurs mobiles ont su tirer parti de la variabilité du climat dans la région pour produire du lait et de la viande d'une manière durable. Ce faisant, ils procurent d'importants avantages économiques à leurs ménages, mais également à leurs économies nationales. En raison de leur prédominance au Sahel, les **éleveurs pastoraux se retrouvent au cœur de la crise actuelle**. Cependant, chaque fois qu'ils sont mentionnés dans ce contexte, les récits se concentrent généralement sur les conflits entre éleveurs et agriculteurs. Même si des affrontements surviennent effectivement entre ces deux groupes de population, en réalité, ils sont tout autant touchés par l'absence d'un environnement socioéconomique et politique favorable à l'autonomisation, ce qui conduit à des conflits sur l'accès aux ressources naturelles et leur contrôle. Le changement climatique et la pression démographique accrue ne font qu'aggraver la situation, créant un terrain propice aux mouvements militaires et djihadistes pour recruter des éleveurs pastoraux appauvris et insatisfaits. La situation actuelle affecte profondément les moyens de subsistance et les systèmes de production de la plupart des éleveurs pastoraux, sans même mentionner les conséquences du COVID-19.

En tant qu'organisation travaillant avec et pour des éleveurs pastoraux, Vétérinaires Sans Frontières s'efforce de remédier à cette situation. Nous demandons des **mesures spécifiques pour les éleveurs pastoraux**, tant à court qu'à long terme.
Des investissements ciblés sont nécessaires dans tous les programmes liés au Sahel central afin de préserver la vie et les moyens de subsistance des éleveurs pastoraux. Pour qu'elles soient efficaces et contribuent au bon fonctionnement de l'État de droit, ces mesures doivent être menées par des organisations de la société civile pastorale et des structures de gouvernance locale, faute de quoi les investissements ne mèneront à rien. En outre, cela requiert une **approche globale en matière de sécurité et de développement au Sahel**. Il est temps que nous abandonnions l'idée que la sécurité est une condition préalable au développement et que nous considérions plutôt les deux aspects comme étant interdépendants et indissociables. Nous demandons également une **actualisation des politiques pastorales**, telles que le protocole de la CEDEAO sur la transhumance (1998) et le règlement de soutien (2003). Elles devraient être transposées dans des politiques nationales, et l'appropriation de ces politiques par les communautés pastorales devrait être encouragée par les organisations de la société civile pastorale.

1.

La crise actuelle au Sahel

Le mot « crise » est associé au Sahel depuis de nombreuses années. En 2013, la stratégie régionale des Nations Unies pour le Sahel visait à « répondre à la « *triple crise* » (...) *qui touche [la région]* » (ONU, 2013) : une crise humanitaire, de sécurité alimentaire et des réfugiés. En 2020, le mot « crise » continue d'être associé à la région.

Si la situation était déjà critique il y a quelques années, elle a depuis empiré comme jamais, car nous devons maintenant faire face à de nouveaux éléments. Le Réseau de prévention des crises alimentaires a mis en évidence plusieurs crises simultanées dans la région : « *crise sécuritaire, crise alimentaire, crise sanitaire et une possible menace acridienne. Les effets attendus de la pandémie du COVID-19 sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle aggravent une situation déjà difficile. Quelque 50 millions de personnes supplémentaires pourraient être touchées par une crise alimentaire et nutritionnelle.* » (RPCA, 2020a).

Une crise sécuritaire

Au cours de la dernière décennie, l'insécurité s'est considérablement renforcée en Afrique de l'Ouest, et plus particulièrement au Sahel. La chute du régime de Kadhafi en 2011 et les coups d'État au Mali en 2012 et au Burkina Faso en 2015 ne sont que quelques exemples d'événements qui ont contribué à déstabiliser davantage la région. **L'affaiblissement des gouvernements centraux a directement bénéficié aux groupes armés non étatiques, provoquant une forte recrudescence des conflits violents** (NRC, 2020).

En 2020, 205 incidents sont rapportés en moyenne chaque mois, soit près de quatre fois plus qu'en 2012 (OCHA, 2020). Rien que l'année dernière, le Mali, le Niger, le Burkina Faso, le Nigeria et le Cameroun ont enregistré une augmentation de 44 % du nombre de victimes (+ 10 000 décès entre mai 2019 et mai 2020) (Krätli & Toulmin, 2020). Entre janvier et septembre 2020, de violentes attaques contre des civils ont fait 748 morts au Mali, 833 au

Burkina Faso et 291 au Niger, sans compter les nombreuses personnes qui ont été contraintes de quitter leur foyer (ACLED, 2020)[1]. Le 31 août 2020, on recensait plus de 847 198 réfugiés et 1 863 439 personnes déplacées internes au Tchad, au Niger, en Mauritanie, au Mali et au Burkina Faso (UNHCR, IOM, 2020).

Malgré une forte présence militaire internationale – l'opération française Barkhane, la mission des Nations Unies au Mali (MINUSMA), les missions de politique de sécurité et de défense commune de l'UE – et un soutien international à la formation de la police et des forces armées nationales sahéliennes, la violence reste très répandue (Gorman, 2019).

Une crise de sécurité alimentaire

Depuis septembre 2019, le Programme alimentaire mondial (PAM) considère la crise au Sahel comme une « urgence de niveau 3 » (PAM, 2020). Il s'agit du niveau de crise le plus élevé, plaçant le Sahel au même niveau que la Syrie, le Soudan du Sud, la République démocratique du Congo et le Yémen (Sova, 2020). Cette classification « *permet au Programme alimentaire mondial des Nations Unies d'utiliser l'ensemble de ses ressources humaines ou financières mondiales ou « corporate » pour répondre à la crise* » (PAM, 2020). Cela illustre clairement l'importance et l'ampleur de la crise de sécurité alimentaire actuelle.

Selon le tableau de bord des urgences du PAM pour le Sahel central, 5,5 millions de personnes ont souffert d'insécurité alimentaire en août 2020 et 9,7 millions de personnes ont eu besoin d'une aide humanitaire au Niger, au Burkina Faso et au Mali. En d'autres termes, sur une population d'environ 64 millions de personnes, près de 15 % ont besoin d'une aide humanitaire. Le nombre de réfugiés et de personnes déplacées internes mentionné ci-dessus contribue clairement à cette situation.

Une crise de santé publique

La pandémie de COVID-19 actuelle provoque une crise de santé publique qui a de graves répercussions sur les différents aspects de la crise existante. Le nombre de cas de COVID-19 au Burkina Faso, au Mali et au Niger est assez faible, comme partout en Afrique (OMS, 2020). Cependant, malgré le nombre limité de personnes infectées et de décès au Sahel, **l'impact de la pandémie sur les emplois et les moyens de subsistance est énorme.**

Dans un rapport daté de mai 2020, l'OCDE décrit la façon dont les confinements et les restrictions de mobilité menacent les emplois et les moyens de subsistance, principalement dans le secteur informel, au détriment de la sécurité alimentaire et nutritionnelle (OCDE, 2020). Pour aggraver la situation, l'aide humanitaire apportée aux zones de conflit et aux camps de réfugiés a été interrompue. Les confinements et restrictions de déplacements représentent une menace pour la majorité des habitants du Sahel qui n'ont d'autre choix que de sortir pour acheter et vendre de la nourriture, accéder à l'eau et travailler. Bien que les restrictions de mobilité aient été progressivement levées dans la plupart des pays du Sahel, l'attention que la communauté internationale consacre actuellement au COVID-19 réduit la sensibilisation à d'autres sujets tels que la sécurité alimentaire.

Outre la pandémie, la situation sanitaire et de sécurité alimentaire a encore été aggravée par de récentes inondations, notamment au Mali, au Niger et au Burkina Faso. Au cours de l'été 2020, 110 personnes ont perdu la vie suite à ces violentes inondations en Afrique de l'Ouest et centrale, dont 71 rien qu'au Niger (Celestial, 2020).

Une crise politique et de gouvernance

La dimension la plus emblématique de la crise actuelle au Sahel est probablement la crise sécuritaire. L'insécurité prédominante reflète l'incapacité des gouvernements (et de la communauté internationale qui les soutient) à apporter des réponses sociopolitiques adéquates. Cela conduit à la perte de contrôle sur de vastes étendues de territoire, principalement dans les zones rurales, et provoque un **« paradoxe de la sécurité »**. Les gouvernements nationaux – soutenus par la communauté internationale – étant trop tributaires des réponses militaires et sécuritaires aux conflits locaux, négligent les investissements indispensables dans la santé, l'éducation, la justice et l'emploi. Ce manque d'investissements finit par générer une hausse significative des taux de violence et de conflit (Kwaja & Smith, 2020).

Les investissements dans les services publics ou sociaux ont pour effet de s'attaquer aux causes profondes des conflits et doivent dès lors être considérés comme faisant partie intégrante de la résolution de conflits. S'ils se concentrent uniquement sur les dépenses publiques en faveur de l'armée et de la sécurité, les gouvernements sont incapables de répondre aux besoins fondamentaux de leurs citoyens (UNHCR, 2020). Cette concentration sur les dépenses militaires, combinée à un manque général de considération pour les zones rurales, a contribué à la crise nutritionnelle et de sécurité alimentaire. Les investissements dans le développement économique rural et général restent insuffisants. Les systèmes de résolution de conflits subissent le même sort, laissant de nombreux différends non résolus. Au final, cela conduit à des conflits beaucoup plus complexes et violents (Brottem & McDonnell, 2020).

Le mot « crise » est associé au Sahel depuis de nombreuses années. En 2013, la stratégie régionale des Nations Unies pour le Sahel visait à répondre à la « triple crise » : une crise humanitaire, de sécurité alimentaire et des réfugiés.

[1] Les décès dus aux combats, à la violence à distance, aux émeutes ou aux protestations ne sont pas inclus.

2.

Les éleveurs pastoraux au centre de la crise du Sahel

Les éleveurs pastoraux au Sahel

Le Sahel est la terre des éleveurs pastoraux, et ce depuis des siècles. Les Fulanis sont les plus connus, mais les Touaregs, les Arabes et bien d'autres partagent l'élevage pastoral comme mode de vie.

Définir les éleveurs pastoraux ou le pastoralisme est une tâche difficile et il existe de nombreuses définitions différentes. En général, le pastoralisme peut être considéré comme « *un vaste ensemble de systèmes de production alimentaire/subsistance basés sur l'élevage, très divers mais* ***partageant tous une spécialisation permettant de vivre de la variabilité de l'environnement naturel, laquelle consiste à améliorer le régime alimentaire et le bien-être des animaux en gérant leurs itinéraires de pâturage à différentes échelles de temps et d'espace*** **»** (Krätli, 2019).

Le Sahel ouest-africain convient parfaitement aux éleveurs pastoraux qui ont intégré la variabilité climatique régionale dans leur stratégie de production. La mobilité leur permet d'accéder à des zones de pâturage et à des points d'eau à certaines périodes de l'année.

Il est tout aussi difficile de recenser le nombre d'éleveurs pastoraux et ce calcul ne peut se faire que par approximation. L'Afrique subsaharienne compte environ 50 millions d'éleveurs pastoraux, dont la moitié vit au Sahel (Rass, 2006). Le suivi du nombre de bovins s'avère un peu plus facile. Les chiffres de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) révèlent l'importance du pastoralisme comme principal moyen de subsistance basé sur l'élevage au Sahel : en 2018, le Burkina Faso comptait 9 788 225 têtes de bétail, tandis que le cheptel du Mali était estimé à 11 758 377 et celui du Niger à 14 363 595. Ces chiffres montrent l'énorme **importance socioéconomique du pastoralisme** dans la région. Son impact ne se limite pas aux éleveurs pastoraux, le pastoralisme profite également à tous les acteurs de la chaîne de valeur du bétail : des marchands de bétail aux bouchers, vendeurs de produits laitiers, transformateurs - dont beaucoup de femmes - et artisans.

Près de 70 % de la population active en Afrique de l'Ouest travaille dans le secteur de l'élevage (Nugteren, H., Lecome, C., 2016). Au Burkina Faso, le secteur procure un revenu à 80 % de la population (Kiema, A., 2014). Dans les pays du Sahel, le secteur de l'élevage contribue entre 10 et 15 % au PIB national, avec une contribution au PIB agricole qui atteint 44 % au Mali. Les éleveurs pastoraux contribuent également de manière significative à la sécurité alimentaire et à la nutrition, vu que l'on estime qu'ils fournissent plus de la moitié de la viande et du lait consommés localement. Le commerce du bétail revêt aussi une grande importance économique dans la région : les transactions commerciales de bétail ont été estimées à 150 millions de dollars en 2009.

Mais **l'importance du pastoralisme au Sahel va bien au-delà du secteur de l'élevage.** Il influence l'ensemble du secteur agricole, car les agriculteurs et les éleveurs ont tendance à vivre côte à côte. Le bétail se nourrit des résidus de récolte dans les champs des agriculteurs tout en fertilisant directement le sol avec leur fumier, ce qui augmente le rendement des cultures.

Enfin, le pastoralisme revêt aussi une **importance environnementale** significative, car il contribue à la biodiversité et à la fonctionnalité du paysage (Krätli, 2019). Il est aussi parfaitement adapté pour maintenir les pâturages « en bonne santé » grâce à une gestion durable. Ce bénéfice est loin d'être négligeable, si l'on considère que les prairies couvrent entre 30 et 40 % de la surface terrestre mondiale et représentent un énorme potentiel de séquestration du carbone dans la lutte contre le changement climatique. Un bénéfice encore confirmé récemment par le Comité de l'agriculture de la FAO, qui a réalisé des avancées importantes en vue de l'adoption d'une Année internationale des pâturages et des éleveurs pastoraux.

Le Sahel est la terre des éleveurs pastoraux, et ce depuis des siècles. Les Fulanis sont les plus connus, mais les Touaregs, les Arabes et bien d'autres partagent l'élevage pastoral comme mode de vie.

© Wouter Elsen / VSF

3.

L'impact de la crise sur les communautés pastorales

Des éleveurs pastoraux affaiblis

La crise actuelle au Sahel a de graves répercussions sur la population en général et sur les éleveurs pastoraux en particulier. Malgré son importance et son potentiel économique, le pastoralisme n'a pas été considéré comme une priorité par les gouvernements et les bailleurs internationaux en matière d'investissements. Cela a rendu de nombreux éleveurs pastoraux vulnérables, une situation qui est exacerbée par le changement climatique et une concurrence accrue pour les ressources naturelles.

Cette concurrence pour les ressources naturelles est souvent perçue à tort, dans une perspective trop étroite, comme un « conflit entre éleveurs et agriculteurs ». Les intérêts des éleveurs pastoraux sont souvent considérés comme diamétralement opposés à ceux des agriculteurs (Krätli & Toulmin, 2020). Même si des conflits existent entre agriculteurs et éleveurs au Sahel, cela ne signifie pas que les deux groupes ont des intérêts opposés. Comme expliqué précédemment, ils coexistent généralement dans une relation mutuellement bénéfique. Leur complémentarité a toutefois été réduite par l'absence de mise en œuvre de politiques appropriées.

Dans tout le Sahel, les éleveurs pastoraux et les agriculteurs ont perdu des terres au profit de l'agriculture à grande échelle, de projets d'irrigation et de barrages (Krätli & Toulmin, 2020). Les activités minières affectent également la qualité des terres, contaminant le sol et les réserves d'eau environnantes, comme c'est le cas sur le site aurifère de Komabangou au Niger (Dan-Badjo et al., 2019). La privatisation progressive des terres utilisées par les éleveurs pastoraux pour faire paître et abreuver leur bétail compromet la transhumance. Ils n'ont donc pas d'autre choix que d'emprunter de nouvelles routes et de pénétrer dans des zones qui sont principalement utilisées pour d'autres activités (UNOWAS, 2019). Cela a entraîné une concurrence pour l'utilisation exclusive des terres entre différents groupes, dont les éleveurs pastoraux, qui sont de plus en plus conscients de la valeur des terres et de l'importance de la propriété foncière privée.

Un terrain fertile pour les groupes armés

L'affaiblissement des éleveurs pastoraux a créé un terrain fertile pour les groupes terroristes et extrémistes. Ils recrutent des éleveurs pastoraux affaiblis et démunis, qui rejoignent ce que l'on appelle le « nouveau pastoralisme marginal », c'est-à-dire la pratique d'activités transnationales licites et illicites, dont la traite d'êtres humains et le commerce des armes et de la drogue (UNECA, 2017).

Parmi les motifs qui poussent les jeunes éleveurs pastoraux à prendre part à ces activités, on retrouve des griefs politiques, l'opportunisme criminel, l'autoprotection et surtout le besoin de gagner leur vie. Au Mali, les mouvements terroristes paieraient près de 150 000 CFA (230 euros) lors du recrutement (Benjaminsen & Ba, 2019). Les groupes criminels et djihadistes exploitent habilement ces motifs en alimentant les faux récits et clivages ethniques et religieux (Brottem & McDonnell, 2020). Il est souvent question d'une « fulanisation » de la crise actuelle, en référence à l'implication présumée des éleveurs pastoraux fulanis dans des activités criminelles. Cela perpétue l'idée erronée que les éleveurs pastoraux sont une menace pour la sécurité publique et que la majorité des éleveurs pastoraux rejoignent des mouvements armés et djihadistes, ce qui est bien sûr faux.

Des systèmes de production sous pression

Bien que certains éleveurs pastoraux rejoignent ces mouvements et se livrent à des actes de violence, la majorité d'entre eux poursuivent leurs activités traditionnelles liées à l'élevage, sans représenter une menace pour la sécurité. Ils sont en réalité les premiers à souffrir de la crise sécuritaire qui perturbe leur vie et leurs systèmes de production. Selon l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), les terroristes et groupes armés s'intéressent souvent aux éleveurs pastoraux pour les moyens de subsistance qu'ils peuvent leur procurer. Ils les utilisent également comme boucliers humains ou pour transporter des armes et d'autres marchandises illégales (IOM, ICMPD, ECOWAS, 2019).

Comme une grande partie des zones pastorales au Niger, au Mali et au Burkina Faso est à présent contrôlée par des groupes armés et terroristes, le système de production pastorale est de plus en plus menacé. Pour faire face à l'insécurité, les éleveurs pastoraux s'adaptent et modifient leurs routes migratoires, réduisent la transhumance ou se déplacent en plus grands groupes. Cela a un impact négatif sur le bien-être de leurs troupeaux et rend leurs relations avec les autres utilisateurs des terres de plus en plus difficiles. Ils sont aussi de plus en plus souvent contraints de fuir leur foyer, avec ou sans leur troupeau, au risque de perdre leur seul moyen de subsistance. Une grande proportion des nombreux déplacés internes et réfugiés dans la région sont en fait des éleveurs pastoraux dont le bétail a été volé et dont les biens ont été brûlés.

COVID-19

La pandémie aggrave encore cette situation, avec de nouvelles restrictions de mobilité, alors que celle-ci est au cœur même des systèmes de production pastorale. L'accès aux pâturages est restreint et les éleveurs pastoraux se retrouvent confinés et incapables de franchir les frontières nationales (FCPN, 2020b). À cause de la situation sanitaire, les éleveurs pastoraux se sont également vu refuser l'accès aux marchés, ce qui rend encore plus difficile la vente de leur bétail et de leur lait et, par conséquent, l'achat d'autres aliments (FCPN, 2020b).

Selon les dernières mises à jour du Réseau Billital Maroobe et Action Contre la Faim sur l'impact du COVID-19 sur le pastoralisme en Afrique de l'Ouest, la situation a évolué positivement et les marchés semblent désormais largement ouverts (environ 97 % d'entre eux étaient ouverts le 25 septembre 2020). Toutefois, la mobilité reste limitée, soit environ 49 % du niveau de mobilité « normal » des éleveurs pastoraux.

4.

Comment soutenir les éleveurs pastoraux pour atténuer la crise multidimensionnelle au Sahel ?

© Koen Mutton / VSF

Un soutien humanitaire

Compte tenu de l'importance du pastoralisme au Sahel et de la crise multidimensionnelle à laquelle il est confronté, les éleveurs pastoraux devraient être clairement soutenus dans leurs efforts pour remédier à la situation actuelle. Leur potentiel socioéconomique et environnemental en fait des acteurs clés pour résoudre la crise actuelle au Sahel. **Une attention particulière doit donc être accordée aux éleveurs pastoraux dans les interventions humanitaires au Sahel**. Il convient de concevoir des interventions humanitaires appropriées au Sahel et de les adapter aux besoins des éleveurs pastoraux. Les organisations de la communauté pastorale sont les mieux placées pour identifier ces interventions, qui devraient **se concentrer sur la protection de leur vie et de leurs moyens de subsistance**. Cela signifie, par exemple :

- la sécurisation des couloirs de transhumance pour permettre la mobilité des éleveurs pastoraux,
- l'adaptation de l'aide alimentaire aux contraintes nutritionnelles des éleveurs pastoraux afin d'améliorer la sécurité alimentaire,
- la fourniture d'aliments pour animaux et de services de santé animale pour préserver une production optimale du bétail des éleveurs pastoraux.

Une attention particulière doit être accordée aux éleveurs pastoraux dans les interventions humanitaires au Sahel. Il convient de concevoir des interventions humanitaires appropriées et de les adapter aux besoins des éleveurs pastoraux.

Des investissements ciblés

Parallèlement aux interventions humanitaires, il faudrait mettre en place un **soutien plus structurel pour les éleveurs pastoraux du Sahel, par le biais d'investissements ciblés et appropriés destinés à développer l'économie pastorale**. L'organisation pour l'alimentation et l'agriculture a récemment analysé les conséquences du manque d'investissements dans le pastoralisme. Ces conséquences incluent la diminution de la sécurité alimentaire, l'augmentation des conflits territoriaux, la perte de moyens de subsistance et la réduction des déplacements, tous ces problèmes étant d'actualité au Sahel (FAO, 2020).

Comme expliqué plus haut, le pastoralisme représente un énorme potentiel pour le développement socioéconomique du Sahel et dans la lutte contre l'insécurité alimentaire et la faim. Afin d'atteindre leur plein potentiel, les moyens de subsistance pastoraux dans les régions rurales du Sahel doivent devenir une priorité pour des investissements massifs. À nouveau, ces investissements devraient être pilotés par les organisations de la société civile pastorale, qui sont les mieux placées pour identifier leurs propres besoins et discuter avec les gouvernements locaux de la manière dont ils peuvent être satisfaits. Impliquer les communautés (et les communautés pastorales en particulier) est manifestement vital pour atténuer la crise de gouvernance actuelle. Si cela n'est pas fait, tous les autres investissements seront gaspillés.

Les bailleurs internationaux devraient également investir dans le pastoralisme au Sahel par le biais de leur coopération au développement et accorder au pastoralisme la même importance qu'aux autres types d'agriculture à petite échelle. Les dépenses militaires dans la région sont énormes et même si certaines d'entre elles sont sans aucun doute nécessaires, l'investissement dans les moyens de subsistance pastoraux devrait faire partie intégrante d'une approche globale de sécurité qui devrait placer le développement et les objectifs humanitaires au premier plan.

Un cadre politique favorable

Toutefois, ces investissements ne peuvent être durables que s'ils sont accompagnés d'**un cadre politique favorable, mis en œuvre et piloté efficacement par les communautés pastorales et leurs organisations**. La Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) dispose déjà d'un protocole et d'un règlement sur la transhumance. Il s'agit d'un bon point de départ, car ce protocole permet une mobilité de transhumance entre les États de la CEDEAO. De sérieuses mises à jour et une meilleure mise en œuvre dans la législation nationale s'avèrent néanmoins nécessaires.

Bien que les pays du Sahel central disposent d'une vaste législation sur le pastoralisme – le Niger dispose de la législation la plus avancée, avec son « Code Rural » –, l'adhésion effective au protocole de la CEDEAO sur la transhumance est encore faible. Cela est particulièrement vrai dans les pays côtiers où le pastoralisme est moins prédominant. Cela s'avère problématique étant donné la nature transfrontalière de la transhumance. Au Bénin par exemple, les frontières nationales sont fermées par intermittence depuis décembre 2019, dans une tentative du gouvernement de gérer le conflit. Ces décisions étaient principalement fondées sur la perception négative selon laquelle les éleveurs pastoraux sont des fauteurs de troubles. Afin d'éviter cela, des politiques régionales en matière de pastoralisme doivent être actualisées et mises en œuvre au niveau national, sous la direction des organisations de la société civile pastorale.

© Koen Mutton / VSF

Conclusion

© Michele Cattani / VSF

Il est vital d'investir dans le pastoralisme comme moyen d'atténuer la crise multidimensionnelle actuelle et de lutter contre l'insécurité et la violence, l'insécurité alimentaire, la faim et la dégradation des sols.

La crise actuelle au Sahel se manifeste de différentes manières. La violence endémique, l'insécurité alimentaire et la faim sont autant de signes d'une crise de gouvernance profondément enracinée, qui est pour l'instant aggravée par le COVID-19.

Au cœur du Sahel, des millions d'éleveurs pastoraux souffrent d'un manque d'investissements dans leur énorme potentiel socioéconomique. Cela a alimenté la crise actuelle et renforcé la concurrence pour le contrôle et l'utilisation des terres et des ressources naturelles, non seulement parmi les éleveurs pastoraux, mais aussi entre ceux-ci et les autres utilisateurs des terres. La pression démographique accrue et le changement climatique aggravent encore la situation. Dans ce contexte, certains éleveurs pastoraux démunis ont rejoint des groupes armés non étatiques et commis des actes de violence. Mais la majorité d'entre eux cherchent des moyens de continuer à vivre de l'élevage de bétail dans le contexte actuel. Ils ont dû adapter leur stratégie de production, ce qui a eu un impact sur la productivité de leur bétail et donc sur leurs moyens de subsistance. Dans ces conditions, ils ne sont pas en mesure de réaliser leur énorme potentiel socioéconomique et environnemental. Beaucoup ont dû fuir leur maison, avec ou sans leur bétail, venant ainsi gonfler les rangs des réfugiés dans les camps.

Il est dès lors vital d'investir dans le pastoralisme comme moyen d'atténuer la crise multidimensionnelle actuelle et de lutter contre l'insécurité et la violence, l'insécurité alimentaire, la faim et la dégradation des sols. L'énorme potentiel socioéconomique et environnemental du pastoralisme au Sahel devrait être pleinement réalisé grâce à des investissements ciblés. Ce processus devrait être mené par les organisations de la société civile pastorale et les structures de gouvernance locale afin de consolider l'État de droit au Sahel et de remédier à la crise politique et de gouvernance actuelle. Néanmoins, les millions de réfugiés et de personnes déplacées internes – souvent des éleveurs pastoraux – ont aussi besoin d'interventions humanitaires adéquates qui devraient tenir compte de la vie et des moyens de subsistance des éleveurs pastoraux.

Enfin, comme le pastoralisme n'a pas de frontières, des efforts spécifiques devraient être consentis pour créer un environnement politique favorable, actualiser le protocole et le règlement de la CEDEAO sur la transhumance et les transposer dans des réglementations nationales afin de faciliter la transhumance transfrontalière. Tout comme les investissements, ce processus devrait être piloté par les organisations de la société civile pastorale et les gouvernements locaux.

Références

- AACLED (Consulté le 30 septembre 2020). Armed Conflict Location and Event Data Project. Disponible sur https://acleddata.com/dashboard/
- Benjaminsen, T. A. & Ba, B. (2019) *Why do pastoralists in Mali join jihadist groups? A political ecological explanation*, The Journal of Peasant Studies, 46:1, 1-20. Disponible sur tandfonline.com/doi/abs/10.1080/03066150.2018.1474457?journalCode=fjps20
- Brottem, L. & McDonnell, A. (juillet 2020) *Pastoralism and Conflict in the Sudano-Sahel: a Review of the Literature*, Search For Common Ground (SFCG). Disponible sur https://www.sfcg.org/wp-content/uploads/2020/08/Pastoralism_and_Conflict_in_the_Sudano-Sahel_Jul_2020.pdf
- Celestial, J. (12 septembre 2020) *Exceptional rainfall and record floods hit African Sahel*, The Watchers. Disponible sur https://watchers.news/2020/09/12/extreme-rainfall-record-floods-african-sahel-2020/
- Dan-Badjo, A. T., Ibrahim O. Z., Guéro Y., Morel J. L., Feidt C., Echevarria G. (2019) *Impacts of artisanal gold mining on soil, water and plant contamination by trace elements at Komabangou, Western Niger*, Journal of Geochemical Exploration, Vol. 205. Disponible sur https://doi.org/10.1016/j.gexplo.2019.06.010
- De Haan, C (2016) *Prospects for Livestock-Based Livelihoods in Africa's Drylands*, World Bank (WB). Disponible sur http://dx.doi.org/10.1596/978-1-4648-0836-4
- FAO (2020) *Innovative Pastoralism, Achieving productivity and sustainability for food security*, Food and Agriculture Organisation of the United Nations. Disponible sur http://www.fao.org/3/cb1185en/CB1185EN.pdf
- Gorman, Z. (23 mars 2019) *Pursuing Elusive Stability in the Sahel*, Stockholm International Peace Research Institute (SIPRI). Disponible sur https://www.sipri.org/commentary/topical-backgrounder/2019/pursuing-elusive-stability-sahel
- FCPN (2020a) *Food and nutrition crisis 2020*, The Food Crisis Prevention network. Disponible sur http://www.food-security.net/topic/food-and-nutrition-crisis-2020/
- FCPN (2020b) *Pastoral situation in the context of COVID-19*, The Food Crisis Prevention Network. Disponible sur http://www.food-security.net/en/topic/situation-pastorale-face-au-covid-19/
- GTI (2015). *Measuring And Understanding The Impact Of Terrorism*, Global Terrorism Index. Disponible sur
- Krätli, S. (2019) *Pastoral Development Orientation Framework*. Focus on Ethiopia, MISEREOR. Disponible sur http://www.celep.info/wp-content/uploads/2019/09/2019-Misereor-pastoral-development-orientation-framework.pdf
- Krätli, S. & Toulmin, C. (juin 2020) *Farmer-herder conflict in Africa: re-thinking the phenomenon?* International Institute for Environment and Development (IIED). Disponible sur http://pubs.iied.org/17753IIED
- Kiema, A., Bambara Tonibomma, G., Zampaligré, N. (December 2014) *Transhumance et gestion des ressources naturelles au Sahel : contraintes et perspectives face aux mutations des systèmes de productions pastorales*, VertigO - la revue électronique en sciences de l'environnement [En ligne], Volume 14 Numéro 3 | Décembre 2014, mis en ligne le 27 décembre 2014, consulté le 06 octobre 2020. URL : http://journals.openedition.org/vertigo/15404 ; DOI : https://doi.org/10.4000/vertigo.15404
- Kwaja, C. M. A. & Smith K. (avril 2020) *Transnational Dimensions of Conflict between Farmers and Herders in the Western Sahel and Lake Chad Basin*, Search For Common Ground (SFCG). Disponible sur https://www.sfcg.org/wp-content/uploads/2020/04/SFCG_Policy_Brief_Transnational_Dimension_to_FH_Conflicts.pdf
- IOM, ICMPD, ECOWAS (2019) *Regional Policies and Response to Manage Pastoral Movements within the ECOWAS Region*, International Organization for Migration, International Centre for Migration Policy Development, and Economic Community for West African States. Disponible sur https://publications.iom.int/system/files/pdf/iom_ecowas_pastoralism.pdf
- Nugteren, Henk et Le Côme, Catherine. Sous l'édition de : Fred Zaal, Thea Hilhorst et Jacqueline Sluijs. 2016. Libérer le potentiel du pastoralisme pour développer l'Afrique de l'Ouest. https://snv.org/cms/sites/default/files/explore/download/kit_snv_unleashing_pastoralism_west_africa_0.pdf
- NRC (no date) *Sahel, The world's most neglected and conflict-ridden region*, Norwegian Refugee Council. Disponible sur https://www.nrc.no/shorthand/fr/sahel---the-worlds-most-neglected-and-conflict-ridden-region/index.html
- OECD (11 mai 2020) *OECD Policy Responses to Coronavirus (COVID-19). When a global virus meets local realities: Coronavirus (COVID-19) in West Africa*, Organisation for Economic Cooperation and Development. Disponible sur http://www.oecd.org/coronavirus/policy-responses/when-a-global-virus-confronts-local-realities-coronavirus-covid-19-in-west-africa-8af7f692/
- Rass, N. (2006) *Policies and Strategies to Address the Vulnerability of Pastoralists in Sub-Saharan Africa,* Food and Agriculture Organisation of the United Nations (FAO). Disponible sur http://www.fao.org/3/a-bp197e.pdf
- Sova, C. (avril 2020) *How WFP Classifies Crises and Why COVID-19 Is at the Top*, World Food Programme (WFP). Disponible sur https://www.wfpusa.org/articles/understanding-l3-emergencies/
- UN (2013) *Sahel Strategy 2013*, United Nations. Disponible sur https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/SahelStrategy2013_Dec2012.pdf
- UNECA (2017) *New Fringe Pastoralism: Conflict and Insecurity and Development in the Horn of Africa and the Sahel*, United Nations Economic Commission for Africa. Disponible sur https://www.uneca.org/sites/default/files/PublicationFiles/new_fringe_pastoralism_eng1.pdf
- UNHCR (juin 2020) *Sahel Crisis: Responding to the urgent needs of refugees, internally displaced, returnees and others of concern*, United Nations High Commissioner for Refugees. Disponible sur https://reliefweb.int/report/burkina-faso/sahel-crisis-responding-urgent-needs-refugees-internally-displaced-returnees-and

- UNHCR, IOM (2020). United Nations High Commissioner for Refugees, international Organisation for Migration. Disponible sur https://data2.unhcr.org/en/situations/sahelcrisis
- UNHCR (2020). Coordination Platform for Forced Displacements in the Sahel, consulted 2 October 2020. Disponible sur https://data2.unhcr.org/en/situations/sahelcrisis
- UNOCHA (mai 2020) *Overview of Humanitarian Needs and Requirements, Sahel Crisis*, United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs. Disponible sur https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/HNRO%20Sahel%20May%202020.pdf
- UNOWAS (2019) *Pastoralism and Security in West Africa and the Sahel*, United Nations Office for West Africa and the Sahel. Disponible sur https://unowas.unmissions.org/pastoralism-and-security-west-africa-and-sahel
- WFP (juillet 2020) *Emergency Dashboard – Central Sahel*, World Food Programme. Disponible sur https://docs.wfp.org/api/documents/cc6f2049b9f541088d280dde24487fc6/download/?_ga=2.220407448.1285399352.1600412587-1682596002.1600412587
- WHO (13 septembre 2020) *Coronavirus disease (COVID-19) Weekly Epidemiological Update*, World Health Organisation. Disponible sur https://www.who.int/docs/default-source/coronaviruse/situation-reports/20200914-weekly-epi-update-5.pdf?sfvrsn=cf929d04_2

Avec le soutien de :

Belgique
partenaire du développement